Avignon, le 21 avril 2016

C’est dans la rue qu'ça s'passe !

Depuis plusieurs semaines, nos collègues dans les SPIP, les agents de la fonction publique, les salarié-es du secteur privée, mais aussi retraité-es, chômeurs-euses, précaires, intermittent-es, étudiant-es et lyccéen-ennes, sont mobilisé-es pour la défense de leurs droits et en exiger de nouveaux, dans le secteur public comme dans le privé.

Solidaires-Justice revendique

- La reconnaissance pleine et entière de l’ensemble des personnels participants aux missions d’insertion et de probation !
- La suppression du RIFSEEP, système indemnitaire « au mérite » qui ne dit pas son nom, source d’inégalité et d’insécurité salariale ;
- L’uniformisation, par le haut, des régimes indemnitaires entre les différentes directions et services du ministère ;
- L’amélioration des conditions de travail notamment dans les juridictions et les établissements pénitentiaires ;
- Des créations d’emplois de fonctionnaires titulaires dans toutes les filières de la justice : greffiers, magistrats, éducateurs, CPIP, surveillants, administratifs...

Au sein de l’Union Solidaires Fonction-Publique, Solidaires-Justice milite pour

- La reconnaissance des qualifications dans la fonction publique en terme de rémunération ;
- Qu’il soit mis fin à cette gestion à la petite semaine des ressources humaines dans l’administration qui fait qu’aujourd’hui les contractuels représentent 20% des effectifs de la FP ;
- La réduction du temps de travail à 32h de jour ou 30h de nuit ;
- Un service public facteur de cohésion sociale et de correction des inégalités, pour son développement et la création de nouveau services publics (petite enfance, environnement, etc.)

Les mouvements sociaux en cours, l’ampleur qu’ils prennent et leur installation dans la durée prouvent l’étendue du fossé qui s’est creusé entre les citoyens et le pouvoir politique, sourd et aveugle, qui n'a pour seule réponse que le mépris et la violence ! A la justice, la chancellerie temporise et cherche à noyer le poisson ; au niveau interprofessionnelle le gouvernement n'a lâché que quelques miettes aux jeunes, entre coups de bâtons et gaz lacrymo, mais elles ne concernent que peu la loi travail. Ces « concessions » et tergiversations ne sont pas à la hauteur des attentes et ne sont pas des réponses à nos revendications !

Il faut encore accentuer la pression :

Sur notre administration en soutenant les personnels des SPIP, dans la rue le 10 mai prochain !

Sur le gouvernement en participant à la mobilisation interprofessionnelle du 28 avril !

Pour les revendications de la filière insertion et probation !

Pour le renforcement de la Fonction Publique !!

Pour le retrait du projet de loi travail !!!

SOLIDAIRES-Justice
79, avenue Monclar
84000 AVIGNON

tel : 06 52 79 57 94
synd@solidaires-justice.fr
www.solidaires-justice.fr